



Contagion et crise européenne souveraine et bancaire

p. 3-6

Edito p. 1-2

Chronique p. 3-6

Evénements p. 7-15

Vie du laboratoire p. 16-19

Publications p. 20-26



Valérie MIGNON
Directrice d'EconomiX

Créé en 2005, EconomiX est un laboratoire de recherche de l'Université Paris Ouest - Nanterre La Défense et du CNRS (UMR 7235) en économie alliant des démarches empiriques à des développements théoriques. Rassemblant environ 200 membres, EconomiX est l'un des quatre pôles majeurs de recherche et de formation à la recherche en économie d'Île-de-France. Les activités de recherche d'EconomiX sont structurées autour de six axes complémentaires :

- Macroéconomie Internationale et Économétrie Financière, coordonné par Cécile COUHARDE ;
- Monnaie, Finance, Intermédiation, coordonné par Laurence SCIALOM ;
- Développement Durable, Environnement et Économie Publique, coordonné par Alain Ayong LE KAMA ;
- Entreprises, Inégalités et Politiques Sociales, coordonné par Dominique MEURS ;
- Droit, Institutions et Réglementation, coordonné par Eric LANGLAIS ;
- Théorie, Histoire, Risque et Interactions Stratégiques, coordonné par Olivier MUSY.

EconomiX mène ses recherches en développant des partenariats multiples et étroits avec des équipes nationales, européennes et internationales, les pouvoirs publics, le monde de l'industrie et des services et de nombreux établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Direction :
Valérie MIGNON, Directrice
Jean-Pierre ALLEGRET, Directeur adjoint
Frédéric HAMMERER, Secrétaire général

Comme l'illustre ce quatrième numéro de la Lettre d'EconomiX, ce premier trimestre de l'année universitaire 2014-2015 a été particulièrement riche d'activités pour le laboratoire. Douze colloques et workshops ont ainsi été organisés depuis le début du mois de septembre sur plusieurs thématiques de prédilection du laboratoire : la finance et l'économie bancaire, l'économétrie financière, la macroéconomie internationale, l'économie de l'environnement, l'économie du droit, l'entreprise et l'innovation, les interactions stratégiques et les modèles d'équilibre général ou encore l'histoire de la pensée économique. Chacune de ces manifestations a rassemblé un large public et a été l'occasion d'échanges scientifiques très fructueux. Sept professeurs invités nous ont également rendu visite ce trimestre, contribuant au renforcement et au développement du réseau international tissé par EconomiX depuis de nombreuses années.

Comme à l'accoutumée, outre les diverses manifestations organisées et la venue des professeurs invités, l'activité d'EconomiX est marquée par de multiples événements tels les soutenances de thèses de nos doctorants, l'obtention de prix et distinctions par les membres du laboratoire, les publications dans les revues à comité de lecture et la parution d'ouvrages, etc., que nous décrivons dans cette Lettre.

EconomiX a eu le plaisir de recruter deux nouveaux membres permanents lors de la rentrée universitaire 2014-2015. Yves Oytana a ainsi rejoint EconomiX et l'Université Paris Ouest en tant que maître de conférences à la rentrée 2014. Ses travaux s'inscrivent dans le cadre de l'axe « Droit, Institutions et Réglementation » et portent sur l'analyse économique du droit, notamment l'étude de l'expertise judiciaire. Après huit années passées à EconomiX, Maria Breidy, ingénieur d'études, a rejoint le service Communication de l'université Paris Ouest. EconomiX la remercie chaleureusement pour sa contribution apportée au laboratoire durant ces années et a eu le grand plaisir d'accueillir début octobre Henrique Rodas en tant que chargé de la valorisation, des partenariats et des relations internationales. Quatorze nouveaux doctorants ont également rejoint EconomiX en début d'année universitaire.

Ce premier trimestre de l'année universitaire 2014-2015 a aussi été marqué par la signature d'une convention entre EconomiX et la Chaire Transitions Démographiques Transitions Économiques (TDTE) renforçant ainsi les partenariats qui existaient entre certains membres des deux institutions. A cette occasion, est initié un cycle de conférences intitulé « Parlons de politiques économiques... » dont la première s'est tenue à l'Université Paris Ouest le 4 décembre 2014 sur le thème « Immigrations : faits et enjeux », rassemblant un très large public autour d'exposés très enrichissants et d'une table ronde animée réunissant universitaires et professionnels.

Ayant ainsi toujours à cœur de participer aux débats économiques d'actualité en parallèle à ses activités académiques, EconomiX consacre la chronique de cette quatrième édition de la Lettre à un sujet majeur, celui de la crise bancaire et des dettes souveraines en Europe. L'actualité de cette question est criante, avec les craintes exprimées par certains économistes de voir émerger le spectre de la déflation à un horizon relativement proche. Même s'il est probablement encore trop tôt pour voir se profiler un tel scénario, il n'en demeure pas moins qu'il est crucial de chercher à expliquer les raisons qui ont conduit à une crise d'une telle ampleur en Europe afin d'éviter une éventuelle répétition ; tel est précisément l'objet de la chronique rédigée par Jean-Pierre Allegret et Hélène Raymond.

Avant de vous laisser à présent découvrir la panoplie de ses activités dans les quelques pages qui suivent, EconomiX vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année et vous présente ses meilleurs vœux pour 2015.

Valérie MIGNON, Directrice d'EconomiX



Jean-Pierre ALLEGRET

Professeur

Membre de l'axe «Macroéconomie Internationale et Econométrie Financière»



Hélène RAYMOND

Professeur

Membre de l'axe «Macroéconomie Internationale et Econométrie Financière»

<http://economix.fr/fr/axes/mief/>

L'axe de recherche **Macroéconomie Internationale et Econométrie Financière (MIEF)** est spécialisé sur différentes thématiques comme les taux de change et les régimes de change, la croissance économique et les fluctuations, les origines et les effets de l'instabilité financière, ainsi que les répercussions des chocs macroéconomiques et les anomalies sur les marchés financiers. Les sujets présentant un intérêt particulier incluent la dynamique de la libéralisation financière et les processus d'intégration monétaire; l'identification, la mesure et la prévision des risques dans le secteur financier en lien avec la complexité des interactions entre les agents et l'incertitude caractérisant l'évolution des prix des matières premières.

Chronique ^{1/4}

Contagion et crise européenne souveraine et bancaire

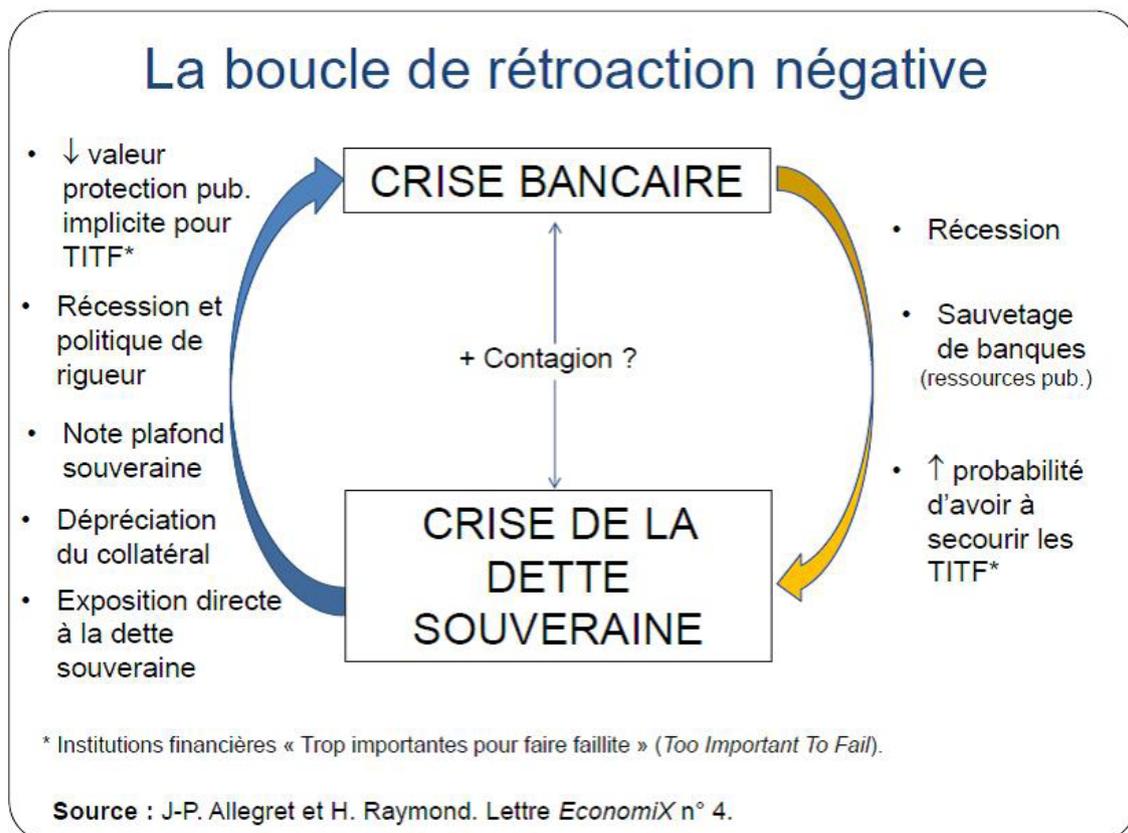
Alors même que les anticipations d'inflation ont chuté en zone euro, les craintes d'un scénario à la japonaise se précisent. L'Europe est-elle condamnée à une décennie perdue ? S'il est encore un peu tôt pour l'affirmer, nous disposons maintenant d'un recul suffisant pour commencer à analyser avec précision les mécanismes qui ont conduit à l'éclatement d'une grave crise de la zone euro en 2010-2011, dont nous peinons encore aujourd'hui à sortir.

L'une des caractéristiques principales de cette crise est sa double dimension, impliquant à la fois les dettes souveraines et le système bancaire européen. Or, il apparaît (BRI, 2004) que les crises qui ont une dimension bancaire s'accompagnent souvent de récessions plus graves et prolongées. Il semble que la zone euro n'échappe malheureusement pas à ce phénomène, si l'on en juge par la faiblesse durable de la croissance et la difficulté des pays les plus touchés à récupérer leurs niveaux d'activité d'avant crise, et ce, dans un contexte où les banques jouent un rôle particulièrement déterminant dans le financement de l'économie européenne.

La question centrale est de comprendre pourquoi la zone euro s'est enfoncée dans la crise à partir de 2010, alors que l'économie américaine – épice de la crise initiale – a récupéré plus rapidement. La fragilité économique de la Grèce n'explique pas tout. La Grèce ne représente en effet que 1,9 % du P.I.B. européen et sa dette publique est équivalente à seulement 15,4 % de la dette italienne. Le privilège d'émission de la monnaie internationale – le dollar – dont bénéficient les Etats-Unis ne semble pas non plus tout à fait suffisant pour justifier l'asymétrie avec la situation de la zone euro. Finalement, la zone euro semble avoir été victime de facteurs de faiblesse multiples. Tout d'abord, le décalage important entre son intégration financière et monétaire très poussée, d'une part, et, d'autre part, la fragmentation de ses autorités de surveillance et de résolution bancaire, ainsi que la faiblesse des mécanismes de solidarité budgétaire ont rendu la zone euro particulièrement vulnérable. Par ailleurs, les difficultés de coordination entre Etats européens et le retard pris dans le nettoyage des bilans bancaires ont aussi contribué à fragiliser l'économie de la zone euro. Ces faiblesses ont ouvert la voie au développement d'une forte boucle rétroactive négative entre crise bancaire et crise des dettes souveraines européenne.

Le schéma ci-après explicite les différents mécanismes de rétroaction négative par lesquels crise bancaire et crise des dettes souveraines se sont mutuellement aggravées au sein de la zone euro. La première crise bancaire (partie des Etats-Unis) s'est accompagnée rapidement d'une grave récession internationale (2008-2009), qui a diminué les rentrées fiscales des Etats européens, tout en augmentant leurs dépenses. Ce mécanisme de stabilisateur automatique classique a évidemment posé plus de difficultés – par l'amplitude et la gravité de la crise – aux pays européens dont les comptes publics étaient les plus fragiles, dont la Grèce.

Les conséquences négatives pour les comptes publics ont été aggravées par la nécessité dans laquelle se sont trouvés les Etats de secourir leurs grandes banques, ce qui est particulièrement difficile pour des Etats de petite taille, aux ressources fiscales limitées. C'est toutefois un secours impératif. En effet, la faillite d'une grande banque commerciale tend à contaminer très rapidement l'ensemble du système de paiements et de crédit et à paralyser complètement l'activité économique. Les grandes banques disposent ainsi d'un privilège exorbitant : quoi qu'elles fassent, elles sont assurées de bénéficier implicitement d'une garantie de l'Etat qui les sauvera de la faillite – tant qu'il le pourra – car leur chute aurait des conséquences trop graves pour l'économie nationale. On comprend bien que le renflouement des banques à partir de l'argent du contribuable dégrade très directement l'état des comptes publics. Mais la dernière crise a permis aux économistes d'aller plus loin et de comprendre qu'il n'y avait même pas besoin qu'un renflouement effectif de banque prenne place pour que la situation financière d'un Etat se dégrade. En effet, le taux auquel un Etat de la zone euro peut emprunter sur les marchés financiers est fonction de la perception de sa solvabilité : meilleure celle-ci est, plus bas est le taux facturé. Or, les difficultés de grandes banques accroissent fortement la probabilité que la garantie implicite étatique dont elles bénéficient soit appelée à jouer. Cela même suffit pour dégrader la solvabilité anticipée des Etats concernés et renchérir – parfois très fortement – leurs conditions d'emprunts. C'est ainsi qu'on a assisté au cours de la crise de la zone euro à une envolée des écarts des taux d'emprunts publics des différents pays relativement à l'Allemagne (pays jugé le plus sûr par les marchés).



L'envolée des taux des emprunts publics n'a pas touché que la Grèce, mais aussi – à des degrés divers – l'ensemble des pays de la zone euro et, en particulier, les pays du sud : le Portugal, l'Espagne et l'Italie. Or les montants de dette publique de ces derniers pays sont bien moins anodins à l'échelle de la zone euro que celui de la Grèce. Surtout, ces titres de dettes publiques se retrouvent en dose massive présents dans les bilans des banques commerciales. Celles-ci s'en servent en effet de façon courante, non seulement comme d'une forme de placement sûr (en principe !), mais aussi comme d'un collatéral pour obtenir les refinancements dont elles ont régulièrement besoin. Le premier facteur par lequel la crise des dettes souveraines européenne a à son tour rétroagit négativement sur la situation des banques européennes a donc été leur exposition directe à la dépréciation de la valeur de marché de ces dettes, qu'elles détiennent dans leur bilan. La forte intégration monétaire et financière de la zone euro n'a ici pas joué en sa faveur, puisque les dettes des Etats les plus fragilisés (Grèce, Etats du Sud) se trouvaient disséminées dans les bilans bancaires de l'ensemble de la zone euro, bien que les banques des pays concernés restent les plus touchées. La dévalorisation de ces dettes souveraines, servant aussi de collatéral aux banques, a par ailleurs détérioré leurs conditions de refinancement. En parallèle, la dégradation des notes d'Etats européens par les principales agences de notations s'est accompagnée tendanciellement d'un abaissement des notes des emprunteurs en provenance de ces mêmes pays, auquel les banques n'ont bien sûr pas échappé. La récession et la politique de rigueur dans les Etats touchés par la crise des dettes souveraines ont, par ailleurs, affecté l'ensemble de l'activité économique, y compris l'activité bancaire. Enfin, on s'est aperçu que si les grandes banques commerciales bénéficient de taux d'emprunt souvent très bas sur les marchés, c'est aussi parce qu'elles sont couvertes, en cas de difficulté, par la garantie implicite d'un secours de l'Etat. L'économie d'intérêts versés ainsi réalisée par ces institutions financières « trop importantes pour que l'Etat les laisse faire faillite » (TIFT) est loin d'être anodine, puisqu'elle représentait encore en 2013 de l'ordre de 60 à 90 points de base (FMI, 2014). On comprend bien alors que la crise des dettes souveraines n'a pas fait l'affaire des grandes banques, dans la mesure où elle a dégradé la valeur de la garantie étatique dont elles bénéficiaient – l'Etat étant à son tour en difficulté, donc moins susceptible de leur venir en aide – et a renchéri du coup leurs conditions d'emprunt. Tous ces facteurs mis bout-à-bout expliquent comment la crise des dettes souveraines a rallumé une crise bancaire dans la zone euro, ... qui à son tour a aggravé la crise des dettes souveraines par les mécanismes que nous avons déjà vus.

Dans un article récent (Allegret, Raymond, Rharrabti, 2014) nous montrons, par ailleurs, que des phénomènes de contagion au sein de la zone euro ont probablement amplifié la transmission de la crise souveraine aux banques. Plus précisément, tous les pays de la zone euro ont vu leurs secteurs bancaires subir le contre-coup négatif de la crise des dettes souveraines. Mais pour certains pays, dont la France et l'Italie, nous détectons des phénomènes d'amplification supplémentaires, assimilables à de la « contagion pure ». A l'inverse, les banques américaines n'ont pas subi directement d'impact négatif de la crise souveraine européenne et pourraient même avoir bénéficié d'une forme de « fuite vers la qualité ».

Face à ces mécanismes d'amplification et de perpétuation de la crise dans la zone euro, les autorités ne sont pas restées inactives. L'un des buts de l'union bancaire mise en place en 2014 est justement de briser la boucle de rétroaction négative au sein de la zone euro entre crise bancaire et souveraine. Il s'agit d'améliorer au niveau européen la solidité et la surveillance du système bancaire, de responsabiliser les créanciers des banques et de permettre une résolution ordonnée des grandes faillites bancaires, afin de mettre fin à la prise en otage des Etats par les institutions financières « *too important to fail* » (TIFT). En dépit de ses imperfections, cela constitue une avancée notable pour prévenir la répétition de crises graves dans la zone euro.

Références :

Allegret Jean-Pierre, Raymond Hélène, Rharrabti Houda (2014), « The impact of the global and eurozone crises on European banks stocks: Some evidence of shift contagion », **EconomiX Working Paper**, n°2014-24. <http://econpapers.repec.org/paper/drmwpaper/2014-24.htm>.

Banque des Règlements Internationaux (2014), 84ème Rapport annuel, juin, Bâle.

Fonds Monétaire International (2014), Global Report on Financial Stability, Chapitre 3, avril, Washington D.C.

Colloques et workshops

Tables rondes : « Enjeux cruciaux de la macro-finance contemporaine »

11 septembre 2014

Le 11 septembre 2014 s'est tenue la 7^{ème} édition des tables rondes sur les « enjeux cruciaux de la macro-finance contemporaine » qui marquent la rentrée universitaire de la finance à l'Université Paris Ouest - Nanterre La Défense et à EconomiX. Comme tous les ans, les sujets avaient une forte résonance avec l'actualité et réunissaient des académiques et des professionnels reconnus.

La table ronde de la matinée traitait d'un problème macro-économique majeur aujourd'hui qui s'inscrit dans un débat plus large sur l'hypothèse de stagnation séculaire, à savoir « va-t-on vers la déflation ? Diagnostic et réponses économiques ». Elle

a réuni : Xavier Timbeau (Directeur du département Analyse et Prévisions de l'OFCE), Michel Aglietta (Professeur Emerite et conseiller scientifique au CEPII) et Benoit Mojon (Directeur des études monétaires et financières à la Banque de France, Secrétaire de la Fondation Banque de France). Les débats sur l'appréciation du risque de déflation en Europe et sur les politiques à mettre en œuvre pour la contrer ont été très animés tant entre les panelistes qu'avec l'auditoire.

Alors que les coûts économiques directs et indirects de la crise financière globale ne sont plus à démontrer, la seconde table ronde était dédiée au contrôle démocratique de la finance. Elle a permis d'aborder les questions relatives au rôle des lobbys financiers dans l'élaboration des lois relatives au secteur financier et d'éclairer les multiples scandales ayant secoué l'industrie bancaire (LIBOR, amende BNPP pour le contournement de l'embargo américain, etc.). Les intervenants à cette table ronde étaient Pascal Canfin (ancien ministre et député européen et initiateur de l'ONG *Finance Watch*), George Pauget (Ex Directeur Général du Crédit Agricole SA et Président de l'Institut d'éducation financière du Public) et Jean Michel Naulot (ancien banquier, ancien membre du collège de l'AMF et auteur de « Crise financière : pourquoi les gouvernements ne font rien ? »).



Economics and the Law in Europe in the 20th century – History and Methodology

25 - 26 septembre 2014



Les 25 et 26 septembre 2014 s'est tenu le workshop international "Economics and the law in Europe in the 20th century – history and methodology", co-organisé par EconomiX et le laboratoire IRISSO UMR 7170 de l'Université Paris Dauphine. Le workshop avait pour objectif d'étudier l'histoire et la méthodologie des relations interdisciplinaires entre économie et droit au 20^{ème} siècle. Les questions évoquées et problématiques retenues ont été multiples, et ont fait l'objet d'interventions de chercheurs français et étrangers. La première journée a ainsi vu les interventions de Steven Medema, Elodie Bertrand, Mathias Siems, Roberto Pardolesi, Cécile Bourreau-Dubois, Myriam Duban, Tatiana Sachs,

et Samuel Ferey. Sont intervenus dans le cadre de la seconde journée Sophie Harnay, Thierry Kirat, Régis Lanneau et Elisabeth Krecké. Chaque papier présenté a été discuté par deux rapporteurs successifs. Le workshop a constitué un cadre d'échanges scientifiques très stimulants autour d'une thématique s'inscrivant directement dans les champs de recherche du laboratoire EconomiX.

Forum Innovation VI - Edition 2014 : Crise, innovation et transition

1, 2 et 3 octobre 2014



Le Forum Innovation est un colloque international organisé tous les deux ans, à l'initiative du Réseau de Recherche sur l'Innovation (RRI) avec la participation d'autres partenaires. L'édition VI du forum a été co-organisée par le laboratoire CNRS EconomiX de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, le Réseau de Recherche sur l'Innovation et le Centre d'Etudes de l'Emploi (CEE). L'objet de cette sixième rencontre était de jeter un regard pluridisciplinaire sur les liens existant entre les concepts de crise, innovation et transition économique et sociale. Les contributions présentées ont identifié de nouveaux cadres et modèles d'organisation du travail et de la production dont pourront être

issues des propositions de transformation des concepts et outils traditionnellement utilisés en économie et en sciences de gestion. Une attention particulière de ce colloque a été portée aux économies émergentes des pays du Maghreb.

La conférence a été l'occasion de présenter des travaux académiques mais aussi d'organiser des tables rondes réunissant chercheurs, professionnels et responsables politiques. Les conférenciers invités ont traité de la relation entre entreprises et territoires (Catherine Baumont), de la croissance des entreprises et de l'innovation (Alex Coad), de l'émergence d'une économie entrepreneuriale (David Audretsch) et de Smart Innovation (Dominique Foray). Deux tables rondes, l'une consacrée aux politiques territorialisées de soutien aux entreprises, l'autre aux défis de la Smart Innovation, réunissant des acteurs de la société civile ont ouvert et clôt le Forum. Au total, une centaine de personnes a pris part à la conférence et près de 60 communications ont fait l'objet d'une présentation dans l'une des 19 sessions parallèles thématiques.

What have we learnt on Classical economy since Sraffa?

16 - 17 octobre 2014

Le colloque « Qu'a-t-on appris sur l'économie classique depuis Sraffa ? » s'est déroulé à Nanterre les 16 et 17 octobre 2014. Il a réuni 22 intervenants dont 16 étrangers. Certaines contributions feront l'objet d'un numéro spécial des *Cahiers d'économie politique*, portant le même titre que le colloque.

Le courant classique, qui avait semblé disparaître à partir des années 1870 sous l'effet de la révolution marginaliste, a en réalité resurgi avec la publication, il y a plus de 50 ans, en 1960, de l'ouvrage de P. Sraffa, *Production de marchandises par des marchandises*. Cette publication a donné une forte impulsion à la recherche en économie classique qui a plus progressé dans les 50

dernières années qu'elle ne l'avait fait dans les 140 ans qui séparent le livre de P. Sraffa des *Principes* de Ricardo. L'objet du colloque était de faire un bilan de ces recherches post-sraffiennes. On a pu compter parmi les participants des auteurs qui ont beaucoup contribué à la construction de cette approche classique moderne. Les papiers ont essentiellement mis en évidence l'ouverture de nouveaux domaines de recherche comme l'étude de la gravitation des prix de marché autour des prix naturels, l'étude de la production avec des ressources renouvelables, l'introduction de la monnaie et des questions de politique économique, l'élaboration de modèles de déséquilibre temporaire avec accumulation du capital et étude de leurs propriétés dynamiques, l'analyse du commerce international.



Workshop sur le shadow banking

21 novembre 2014



Dans le cadre de la COMUE Paris Lumières, s'est tenu le 21 novembre 2014 un workshop sur le *shadow banking* organisé par EconomiX en collaboration avec le laboratoire LED de l'Université Paris 8, financé par l'Université Paris Lumières lors de son premier appel à projets pluriannuels. Le *shadow banking* a été au cœur de la crise financière globale de 2007-08 et connaît dans la période récente un rebond inquiétant. Le FMI dans son dernier rapport sur la stabilité financière globale s'alarme de cette expansion du *shadow banking* et des risques que cela induit sur la stabilité financière. Cette question était également au cœur du récent sommet du G 20 de Brisbane en novembre.

Pour aborder cette réalité protéiforme et complexe que constitue le *shadow banking* nous avons réuni des interventions de banquiers centraux et d'académiques. Olivier Jaudoin, Directeur adjoint à la stabilité financière de la Banque de France, a ouvert la journée en faisant le point sur l'état actuel de la régulation du *shadow banking*. Se sont ensuite succédées des présentations de papiers de recherche (Esther Jeffers, Dominique Plihon, Krassimira Gecheva et Yamina Tadjeddine) traitant des relations entre banques universelles et *shadow banking*, du développement de cette finance de l'ombre dans les pays d'Europe centrale et orientale et enfin des difficultés de réglementer cette sphère financière. La journée s'est achevée par une table ronde qui, partant du constat que la BCE et la Commission européenne cherchent à réactiver le marché de la titrisation, s'interrogeait sur l'opportunité et les dangers que cela représente. Les positions défendues ont été très contrastées, pour ne pas dire opposées, entre Jean-Paul Pollin (Professeur à l'Université d'Orléans), Imène Rahmouni (Adjoint au Directeur des Opérations de Marché, Banque de France) et Grégory Claeys (chercheur au sein du *think tank* européen Bruegel).

2nd Thematic meeting of the FAERE : «Environmental Economics: Dynamic and spatial aspects»

27 - 28 novembre 2014

Les deuxièmes rencontres thématiques de la FAERE (*French Association of Environmental and Resource Economists*) sur le thème des aspects dynamiques et spatiaux en économie de l'environnement ont été conjointement organisées par les membres du laboratoire EconomiX et de l'UMR Economie Publique - INRA-AgroParis Tech et se sont déroulées les 27 et 28 novembre 2014 à l'Université Paris Ouest - Nanterre la Défense.

Chacune des trois sessions a regroupé quatre papiers autour d'un thème ou d'une méthodologie commune : le jeudi, la session était consacrée à l'évaluation des biens environnementaux, le vendredi matin était dédié aux questions de croissance et d'évolutions dynamiques de long terme et le vendredi après-midi était consacré aux interactions stratégiques ou jeux différentiels axés sur les politiques environnementales. Les présentations étaient d'excellentes qualités, tant de la part de chercheurs confirmés que des plus jeunes doctorants. La participation a été importante, puisqu'une quarantaine de personnes assistait en moyenne à chaque session. Cela a permis d'animer les séances de questions et remarques diverses aussi bien que pertinentes.



Strategic interactions and general equilibrium V: Theories and applications

27 - 28 novembre 2014



La cinquième édition du workshop international consacré aux interactions stratégiques en équilibre général (théorie et applications) s'est tenue les jeudi 27 et vendredi 28 novembre 2014 à l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense. Ce workshop se déroule chaque année à la fin du mois de novembre et réunit des spécialistes du champ qui s'intéressent à la modélisation des marchés au sein desquels la concurrence se fait entre plusieurs agents sur des marchés interconnectés. Les modèles présentés sont théoriques et certains proposent des applications. L'exercice et les manifestations du pouvoir de marché, de même que l'étude de ses conséquences sur la détermination de l'activité

sont privilégiés. Sont ainsi intervenus lors de ces deux journées des chercheurs internationalement reconnus sur ces questions, au travers de la présentation de six contributions : A. Aiche (Université d'Haïfa) ; B. Shitovitz (Université d'Haïfa) ; A. Dickson (Université de Strathclyde) ; L.A. Julien (EconomiX, Université Paris Ouest et IRES, Université de Louvain la Neuve) ; S. Ghosal (*Adam Smith Business School*, Université de Glasgow) et S. Tonin (*Adam Smith Business School*, Université de Glasgow) ; G. Codognato (Université d'Udine), S. Ghosal (*Adam Smith Business School*, Université de Glasgow) et S. Tonin (*Adam Smith Business School*, Université de Glasgow).

13ème Journée d'Économétrie : « Développements Récents de l'Économétrie Appliquée à la Finance »

3 décembre 2014

EconomiX a organisé la treizième édition de la Journée d'économétrie consacrée aux « Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance » le mercredi 3 décembre 2014 à l'Université Paris Ouest. L'objectif de cette journée était ainsi de rendre compte des développements les plus récents de l'économétrie en permettant à des chercheurs de présenter des travaux de recherche théoriques et/ou appliqués en économétrie de la finance. Suite à l'appel à communications lancé en mai 2014, 11 articles ont été retenus pour présentation en session plénière, ainsi que 11 contributions pour la « poster session ». Chaque article présenté a fait l'objet d'une discussion très approfondie par un rapporteur. Comme chaque année, cette journée a rassemblé un large auditoire et a été l'occasion d'échanges très fructueux entre les participants provenant d'institutions françaises et internationales sur différents thèmes tels les phénomènes de persistance et de comouvements, l'effet de levier dans les rendements financiers, la dynamique du processus de contagion financière, la modélisation du processus de volatilité, les approches non linéaires, les questions de mauvaise spécification des processus, la cointégration fractionnaire, etc.



Parlons de politiques économiques... Immigration : faits et enjeux

4 décembre 2014

Dans le cadre de la convention récemment signée entre EconomiX et la Chaire Transitions Démographiques Transitions Economiques (TDTE), un cycle de conférences intitulé « Parlons de politiques économiques... » a été initié.

La première conférence de ce cycle s'est tenue le 4 décembre 2014 à l'Université Paris Ouest sur le thème «Immigration : faits et enjeux», organisée avec le soutien de l'UFR SEGMI. Cette manifestation a rassemblé un très large public composé d'enseignants-chercheurs et de plusieurs centaines d'étudiants de licence et master. Après les allocutions d'ouverture de Thierry Meyer (vice-président en charge de la recherche de l'Université Paris Ouest), Jean-Hervé Lorenzi (titulaire de la chaire TDTE) et Valérie Mignon (directrice d'EconomiX), Lionel Ragot (EconomiX, Université Paris Ouest) a dressé un panorama détaillé des principaux faits stylisés et enseignements de l'analyse économique sur les impacts économiques de l'immigration dans les pays d'accueil. La manifestation s'est ensuite poursuivie par une table ronde animée par Hélène Xuan (déléguée générale de la chaire TDTE) rassemblant El Mouhoub Mouhoud (Université Paris Dauphine), Hillel Rapoport (Université Paris 1) et Edouard Mills-Affif (documentariste).

Regards croisés sur l'entreprise : La PME dans son écosystème territorial

9 décembre 2014

Le séminaire Regards croisés sur l'entreprise est l'une des rencontres et cycles de conférences régulièrement organisés par l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE), opérateur de formation permanente des ministères économiques et financiers et acteur de la modernisation de l'action publique. Il est organisé en partenariat avec EconomiX, bpifrance et la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME).

La séance du mardi 9 décembre 2014 portait sur «La PME dans son écosystème territorial». Elle a réuni des représentants d'entreprises, des chercheurs universitaires, des experts et des institutionnels pour discuter l'articulation entre les entreprises et leur territoire alors que les phénomènes de globalisation, de déréglementation et de développement rapide des NTIC et d'*open innovation* constituent de nouveaux défis pour les entrepreneurs, les pouvoirs publics et les chercheurs.

Deux thèmes centraux ont fait l'objet des tables rondes qui se sont succédé. La première a questionné le lien entre entreprise et territoire, avec l'objectif de définir les enjeux auxquels les entreprises sont aujourd'hui confrontées en relation avec leur territoire d'insertion. L'accent a été mis sur le rôle prépondérant des métropoles qui deviennent les moteurs de la croissance du système productif. Ce constat amène à réfléchir sur le risque futur d'une éventuelle fragmentation territoriale. Par ailleurs, la recherche d'un écosystème entrepreneurial a été présentée comme l'un des défis majeurs pour l'action publique. Cela nécessite de connaître aussi bien les déterminants de la croissance des entreprises que ceux de la performance régionale. L'objectif étant de réaliser une cohérence locale malgré les stratégies souvent divergentes des acteurs présents sur un territoire, les grappes d'entreprises et les pôles de compétitivité constituent des exemples de politiques favorisant le développement d'interrelations plus harmonieuses entre les différents acteurs.

La seconde table ronde a porté sur le rôle que peuvent jouer les pouvoirs publics pour faciliter la mise en cohérence des acteurs territorialisés. Les intervenants ont identifié différents niveaux d'action publique. Il s'agit notamment de la mise en place de structures d'organisation territoriale (pôles de compétitivité, *clusters*, etc.) et de modalités de financement et d'accompagnement des entreprises tout au long de leur cycle de croissance. La coordination inter-acteurs a été abordée comme un moyen de répondre aux attentes des entreprises en général et notamment des PME. Elle permet en effet de réduire l'asymétrie d'information et d'identifier à moindre coût les bons interlocuteurs. Cette table ronde s'est conclue par une interrogation théorique des fondements des politiques publiques.

Workshop « Syndrome hollandais et dépendance aux matières premières » 11 décembre 2014

Dans le cadre de la COMUE Paris Lumières, et grâce à l'obtention d'un financement accordé par l'Université Paris Lumières lors de son premier appel à projets pluriannuels, EconomiX et le LED (Université Paris 8) ont organisé le jeudi 11 décembre 2014 un workshop intitulé « Syndrome hollandais et dépendance aux matières premières » à l'Université Paris Ouest. Ce workshop s'inscrit dans les actions de valorisation menées au sein d'un projet plus large « Risques, Vulnérabilité et Politiques Economiques » porté par les économistes de l'Université Paris Ouest et l'Université Paris 8 - Vincennes Saint Denis. Le workshop a été l'occasion de faire le point sur les avancées récentes (aussi bien au niveau théorique que méthodologique) relatives à la malédiction des ressources naturelles au travers de la présentation de six articles par des chercheurs des deux laboratoires organisateurs (EconomiX et LED), mais aussi d'autres institutions. Cette journée a été très riche en termes d'échanges scientifiques qui se prolongeront dans le cadre de collaborations et de l'organisation d'éditions futures de ce workshop.



Law and Economic Policy International Workshop: Antitrust for platform and network markets 11-12 décembre 2014



Les 11 et 12 décembre 2014, l'axe Droit, Institutions et Réglementation d'EconomiX a clôturé sa saison de manifestations scientifiques par le workshop thématique « International Law & Economic Policy » (<http://economix.fr/fr/activites/colloques/?id=209>). Ce premier workshop de la série, organisé par Andreea Cosnita-Langlais (EconomiX et Université Paris Ouest) et Edmond Baranes (Lameta et Université de Montpellier 1), a été dédié à l'antitrust appliqué aux marchés de réseaux et bifaces.

Depuis maintenant une décennie, les marchés bifaces et de réseaux ont fait l'objet de nombreuses études, beaucoup d'entre elles montrant que, confrontées à des groupes de clients reliés par des externalités croisées, les entreprises appliquent des stratégies qui seraient sous-optimales sur des marchés classiques. Néanmoins, les conclusions pour la politique de la concurrence n'ont pas été complètement clarifiées, et des décisions récentes des autorités de la concurrence européennes ou américaines montrent le besoin d'approfondir l'étude des implications antitrust.

Le workshop a réuni, pour débattre de ces questions, des personnalités du monde académique et des milieux professionnels de la régulation et de concurrence grâce au soutien appuyé de l'Université Paris Lumières et de deux laboratoires partenaires, le LED de l'Université Paris 8 et le Lameta-CNRS de l'Université de Montpellier 1, en collaboration avec le Labex Entreprendre de l'Université de Montpellier 1.

Une table ronde a inauguré le workshop, réunissant des économistes (Anne Perrot, du cabinet MAPP Economics et ancienne vice-présidente de l'Autorité de la Concurrence, et Etienne Pfister, actuellement à la tête du service économique de l'Autorité de la Concurrence) et des juristes (Florian Wagner-von Papp, directeur au UCL *Institute of Global Law* et UCL *Centre for Law and Economics*, Londres, et Nicolas Petit, co-directeur de l'Institut d'Etudes Juridiques Européennes et professeur à l'Université de Liège).

Événements 7/9

Lars Sørgaard, professeur à la *Norwegian School of Economics* et ancien économiste en chef de l'Autorité de la concurrence norvégienne, professeur invité à EconomiX, a donné à cette occasion une lecture sur le thème du contrôle des concentrations dans le secteur des médias. Le deuxième jour a été entièrement dédié à la présentation de travaux théoriques et empiriques par des chercheurs reconnus dans le domaine : Stefan Behringer (*Mercator School of Management*, Université Duisburg-Essen), Antoine Chapsal (*MAPP Economics*), Thomas Cortade (BETA-CNRS et Université de Lorraine), Lapo Filistrucchi (Universités de Florence et Tilburg, CenTER et TILEC), Germain Gaudin (*Düsseldorf Institute for Competition Economics*), Marc Ivaldi (*Toulouse School of Economics*), Bjørn Olav Johansen (Université de Bergen et *Bergen Center for Competition Law and Economics*), Markus Reisinger (WHU - *Otto Beisheim School of Management*).

Agenda

4 février 2015

17th Workshop on Insolvency

La 17ème édition des journées d'étude sur les faillites organisées par EconomiX se déroulera le mercredi 4 février 2015 à l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense. A cette occasion, des chercheurs et enseignants-chercheurs de diverses institutions nationales et internationales présenteront leurs travaux sur les thématiques en lien avec les faillites. Le programme est disponible à l'adresse :

<http://economix.fr/fr/activites/colloques/?id=225>

18 mars 2015

4th PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics

Avec le soutien de l'Ecole Doctorale « Economie, Organisations, Société », EconomiX organise le 18 mars 2015 à l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense la 4ème édition des Doctoriales internationales en Macroéconomie internationale et économétrie financière, en collaboration avec l'Université Catholique de Louvain, l'Université de Namur et le Laboratoire d'Economie d'Orléans. L'appel à communications figure à l'adresse : <http://economix.fr/fr/activites/colloques/?id=213>

4 et 5 juin 2015

International Conference on Energy prices: macroeconomic and financial impacts

Avec le soutien financier du Conseil Français de l'Energie, EconomiX organise à l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense une conférence internationale sur les impacts macroéconomiques et financiers liés aux fluctuations des prix de l'énergie. A cette occasion, Christiane Baumeister (Banque du Canada) et Rick Van Der Ploeg (Université d'Oxford) interviendront en tant que conférenciers invités. Les propositions de communication doivent être soumises avant le 15 février 2015. L'appel à communications est disponible à l'adresse : <http://economix.fr/fr/activites/colloques/?id=215>

Professeurs invités



Lars Sörgard, Norwegian School of Economics and Business Administration, & Bergen
Center for Competition Law and Economics
5 - 17 décembre 2014

<http://www.nhh.no/en/research-faculty/department-of-economics/sam/cv/s%C3%B8rgard-lars.aspx>



Patrick Puhani, Université de Hanovre et membre IZA
2 - 8 décembre 2014

<http://www.aoek.uni-hannover.de/3721.html>



Masako Ikefuji, University of Southern Denmark
26 novembre - 12 décembre 2014

<http://findresearcher.sdu.dk:8080/portal/en/person/ikefuji>



Claudio Lucifora, Cattolica de Milan et membre IZA
24 novembre - 6 décembre 2014

http://docenti.unicatt.it/eng/claudio_lucifora/



Alain Guay, Université du Québec à Montréal
12 - 25 octobre 2014

<http://www.er.uqam.ca/nobel/r27460/>



Sujoy Mukerji, University Collège Oxford
15 septembre - 16 octobre 2014

<http://www.economics.ox.ac.uk/Academic/sujoy-mukerji>



Julien Daubanes, Eidgenössische Technische Hochschule (ETH) Zürich
15 septembre - 3 octobre 2014

<http://www.cer.ethz.ch/resec/people/juliend>

Prix, distinctions et nominations



Andreea Cosnita-Langlais

Obtention du 2014 NET Institute Summer Grant



Marc Joëts

Obtention du prix Louis Forest / Aguirre-Basualdo de la Chancellerie des Universités de Paris

Soutenances de thèses

Thanh Thuy Vu

Toward a new economic political order,
Bruno Deffains
29/09/2014

Anne Fournier

Localisation des productions agricoles et durabilité des systèmes d'approvisionnement alimentaire en milieu urbain,
Pierre-André Jouvét
01/12/2014

Tiana Harisoa Rakotondra Manitra

Approche économique de la qualité d'un bien intermédiaire,
Olivier Favereau
03/12/2014

Nicolas Da Silva

Le comportement économique du médecin : motivation intrinsèque et crowding out effect,
Philippe Batifoulier
09/12/2014

Ludovic Gauvin

Essais sur l'interdépendance internationale et la propagation des chocs,
Valérie Mignon
18/12/2014

Nouveaux entrants

Chercheurs et Enseignants-chercheurs



Yves Oytana, Maître de conférences

Après avoir soutenu sa thèse en novembre 2013 (thèse co-encadrée par Nathalie Chappe et Christian At), il a obtenu un poste de Maître de conférences à l'Université Paris Ouest qu'il occupe depuis le 01.09.2014. Il s'intègre dans la composante DIR («Droit, Institutions et Réglementation») d'EconomiX. Ses sujets de recherche portent sur la résolution des litiges et plus particulièrement sur l'expertise judiciaire.

Ingénieurs et administratifs



Henrique Rodas

Chargé de la valorisation, des partenariats et des relations internationales

Post-docs



Rémi Generoso

Axe principal : Macroéconomie Internationale et Econométrie Financière
Axe secondaire : Développement Durable Environnement Economie Publique



Clarisse Nguedam Ntouko

Axe principal : Macroéconomie Internationale et Econométrie Financière
Axe secondaire : Développement Durable Environnement Economie Publique



Vincent Renault-Giard

Axe principal : Développement Durable Environnement Economie Publique



Omar Sene

Axe principal : Développement Durable Environnement Economie Publique

Vie du laboratoire ^{3/4}

Doctorants

**Zouhair Ait Benhamou**

Marché du travail, politique monétaire et rigidités nominales en pays MENA non producteurs de pétrole
Jean-Pierre Allegret

**Benjamin Barretau**

Titrisation et banques centrales : entre risques et opportunités
Laurence Scialom

**Hugo Bois**

Modélisation et prospective de la demande de mobilité
Alain Ayong Le Kama

**Raif Cergibozan**

Predicting Fiscal Stress Events: The Role of Fiscal, Financial and Governance Indicators
Jean-Pierre Allegret

**Stelio Del Campo**

Interdépendances entre équité inter et intragénérationnelle dans la gestion durable des ressources environnementales
Alain Ayong Le Kama

**Gabriel Gomes Da Silveira**

US monetary policy impact on the oil currency - oil price nexus
Valérie Mignon

**Samira Hellou**

L'évolution de la réglementation prudentielle et la stabilité des flux de capitaux bancaires vers les pays émergents
Michel Boutillier

**Romain Hubert**

La prise en compte du risque climatique par les investisseurs privés peut-elle constituer un levier de financement de la transition énergétique ?
Patricia Crifo

Vie du laboratoire 4/4



Anicet Kadre

Politiques environnementales et pollution dans les modèles d'oligopole bilatéral
Ludovic Julien



Rim Khechiche Khelij

Capacité de la croissance économique à créer de l'emploi : Analyse sur données tunisiennes
Nadine Levratto



Daria Kireeva

Humanitarian aid effectiveness framework: measuring the impact of intervention using cluster-specification at the country level
Balazs Egert



Déborah Leboulenger

Déterminants de la demande énergétique des ménages français et conditions de financement de leurs transitions énergétiques
Valérie Mignon



Ndeye Penda Sokhna

Immigration et protection sociale
Lionel Ragot



Lauren Stagnol

Bonds market dynamics and innovative indices development
Valérie Mignon

Chercheurs associés



Sophie Harnay, Université de Lorraine

Thèmes de recherche : Economie du droit et des institutions; Economie des professions; Economie publique; Histoire de l'analyse économique

Revue

Friehe, Tim et Langlais, Eric (2015) « **On the political economy of public safety investments** », *International Review of Law and Economics*, vol. 41, pp. 7-16

Allegret, Jean-Pierre et Azzabi, Sana (2014) « **Intégration financière internationale et croissance économique dans les pays émergents et en développement : le canal du développement financier** », *Revue d'Economie du Développement* (à paraître).

Allegret, Jean-Pierre; Couharde, Cécile; Coulibaly, Dramane et Mignon, Valérie (2014) « **Current accounts and oil price fluctuations in oil-exporting countries: the role of financial development** », *Journal of International Money and Finance*, vol. 47, pp. 185-201.

Almeida, Lionel (2014) « **The level and structure of CEO compensation: Does ownership matter?** », *Revue d'Economie Politique*, vol. 124, n°4, pp. 653-666.

Batifoulier, Philippe et Da Silva, Nicolas (2014) « **Medical altruism in mainstream health economics: theoretical and political paradoxes** », *Review of Social Economy*, vol. 72, n°3, pp. 261-279 (à paraître).

Bec, Frederique; Bouabdallah, Othman et Ferrara, Laurent (2014) « **Comparing the shapes of recoveries: France, the UK and the US** », *Economic Modelling* (à paraître).

Bidard, Christian (2014) « **Intensive rent and value in Ricardo** », *Bulletin of Political Economy*, vol. 8, n°2 (à paraître).

Bidard, Christian (2014) « **Maurice Potron and his times: State, Catholicism and Economic Modelling** », *Rivista Internazionali di Scienze Sociali*, vol. 122, n°2, pp. 139-160.

Bignon, Vincent; Esteves, Rui et Herranz Loncan, Alfonso (2014) « **Big Push or Big Grab? Railways, Government Activism and Export Growth In Latin America, 1865-1913** », *Economic History Review* (à paraître).

Bouvatier, Vincent (2014) « **Heterogeneous bank regulatory standards and the cross-border supply of financial services** », *Economic Modelling*, vol. 40, pp. 342-354.

Brei, Michael et Schclarek Curutchet, Alfredo (2014) « **A theoretical model of bank lending: does ownership matter in times of crisis?** », *Journal of Banking and Finance* (à paraître).

Cavaco, Sandra et Crifo, Patricia (2014) « **CSR and Financial Performance: Complementarity between Environmental, Social and Business Behaviours** », *Applied Economics*.

Chinn, Menzie; Ferrara, Laurent et Mignon, Valérie (2014) « **Explaining US employment growth after the Great Recession: the role of output-employment non-linearities** », *Journal of Macroeconomics*, vol. 42, pp. 118-129.

Concettini, Silvia et Creti, Anna (2014) « **Liberalization of electricity retailing in Europe: what to do next?** », *Energy Studies Review*, vol. 21, n°1.

Cosnita-Langlais, Andreea (2014) « **Where to locate to escape predation?** », *Economics Bulletin*, vol. 34, n°2, pp. 614-626.

Coudert, Virginie; Herve, Karine et Mabille, Pierre (2014) « **Internationalization Versus Regionalization: in the Emerging Stock Markets** », *International Journal of Finance and Economics* (à paraître).

Couharde, Cécile et Generoso, Rémi (2014) « **The ambiguous role of remittances in West African countries facing climate variability** », *Environment and Development Economics* (à paraître).

Publications 2/7

- Coulibaly, Issiaka et Gnimassoun, Blaise (2014) « **Current account sustainability in Sub-Saharan Africa: Does the exchange rate regime matter?** », *Economic Modelling*, vol. 40, pp. 208-226.
- Creti, Anna; Ftiti, Zied et Guesmi, Khaled (2014) « **Oil Price and Financial Markets: Multivariate Dynamic Frequency Analysis** », *Energy Policy*, vol. 73, pp. 245-258.
- Crettez, Bertrand; Deffains, Bruno et Musy, Olivier (2014) « **Legal harmonization with endogenous preferences** », *International Review of Law and Economics* (à paraître).
- de Larquier, Guillemette et Monchatre, Sylvie (2014) « **Recruter : les enjeux de la sélection** », *Revue Française de Socio-Economie*, n°14, pp. 41-49.
- de Larquier, Guillemette et Monchatre, Sylvie (2014) « **Entretien avec François Eymard-Duvernay et Emmanuelle Marchal** », *Revue Française de Socio-Economie*, n°14, pp. 155-167.
- de Larquier, Guillemette et Rieucou, Géraldine (2014) « **Quand les entreprises font leur marché : canaux et sélection sur les marchés du travail** », *Revue Française de Socio-Economie*, n°14, pp. 93-113.
- Ferchichi, Rania et Souam, Saïd (2014) « **Caractéristiques et évolution des opérations de fusions-acquisitions en Tunisie** », *Les Cahiers du CREAD*, n°107 (à paraître).
- Ferrara, Laurent; Marsilli, Clément et Ortega, Juan-Pablo (2014) « **Forecasting growth during the Great Recession: is financial volatility the missing ingredient?** », *Economic Modelling*, vol. 36, pp. 44-50.
- Ferrara, Laurent et Van Dijk, Dick (2014) « **Forecasting business cycles** », *International Journal of Forecasting* (à paraître).
- Gnimassoun, Blaise (2014) « **Mésalignements du franc CFA et influence de la monnaie ancre** », *Economie et Prévision* (à paraître).
- Gnimassoun, Blaise et Mignon, Valérie (2014) « **Persistence of current-account disequilibria and real exchange-rate misalignments** », *Review of International Economics* (à paraître).
- Gravel, Nicolas et Oddou, Rémy (2014) « **The segregative properties of endogenous jurisdiction formation with a land market** », *Journal of Public Economics*, vol. 117.
- Guesmi, Khaled; Mankai, Selim et Teulon, Frédéric (2014) « **Regional Stock Market Integration of Singapore: A Multivariate Analysis** », *Economic Modelling* (à paraître).
- Julien, Ludovic A.; Musy, Olivier et Saïdi, Aurélien (2014) « **Exploring Duopoly Markets with Conjectural Variations** », *Journal of Economic Education*, vol. 45, n°4, pp. 330-346.
- Oddou, Rémy (2014) « **The effect of congestion and spillovers on the segregative properties of endogenous jurisdiction structure formation** », *Journal of Public Economic Theory* (à paraître).
- Oddou, Rémy (2014) « **Les effets de la congestion sur la ségrégation dans les modèles de formation endogène de juridictions** », *Revue Economique*, vol. 65, n°4, pp. 499-514.

Documents de travail

The ambiguous role of remittances in West African countries facing climate variability

Cécile Couharde et Rémi Generoso

The increasing interest of Middle Eastern Sovereign Wealth Funds for Europe: presenting original data

Françoise Hay et Christian Milelli

Banking Union: Time Is Not On Our Side

Adrien Béranger, Jézabel Couppey Soubeyran et Laurence Scialom

A post-Paretian concept of optimality: the “Conditional Agreement Point”

Fabrice Tricou

On patent strength, litigation costs, and patent disputes under alternative damage rules

Bertrand Chopard, Thomas Cortade et Eric Langlais

The Ways of Selecting Applicants Diversity Speaks in Favour of Diversity

Guillemette de Larquier et Emmanuelle Marchal

Does the Appeals Process Lower the Occurrence of Legal Errors?

Bertrand Chopard, Edwige Marion et Ludivine Roussey

Merit order effect and strategic investments in intermittent generation technologies

Silvia Concettini

Regional dynamics and start-ups: Evidence from French departments in 2011

Nadine Levratto et Denis Carré

Cross-Market Spillovers with ‘Volatility Surprise’

Sofiane Aboura et Julien Chevallier

The cost of pollution on longevity, welfare and economic stability

Natacha Raffin et Thomas Seegmuller

La croissance des PME est-elle favorisée par les Business Angels ? Une analyse à partir du cas français en 2008 et 2009

Nadine Levratto et Luc Tessier

Is job creation dependent on the local context? An analysis of French industrial establishments over the period 2004-2010.

Aziza Garsaa et Nadine Levratto

Female Labour Supply in the Czech Transition: Effects of the Work-Life Conciliation Policies

Alzbeta Mullerova

Open Access vs. Restricted Access with Two Variable Factors: On the Redistributive Effects of a Property Regime Change

Ronan Congar et Louis Hotte

Financial integration, financial turmoil and risk premia in emerging markets

Salem Boubakri, Cécile Couharde et Hélène Raymond

Is the oil currency – oil price nexus affected by dollar swings?

Gabriel Gomes

The Ricardian rent theory two centuries after

Christian Bidard

The Wage Curve in Austrian Models

Christian Bidard

(How) does sectoral detail affect the robustness of policy insights from energy system models? The refining sector's example.

Claire Nicolas, Valérie Saint-Antonin et Stéphane Tchung-Ming

Candidatures spontanées, réseaux et intermédiaires publics : quelle information et quels appariements sur le marché du travail français?

Guillemette de Larquier et Géraldine Rieucou

Independent directors: less informed, but better selected? New evidence from a two-way director-firm fixed effect model

Sandra Cavaco, Patricia Crifo, Antoine Rebérioux et Gwenael Roudaut

The structure of fines in the light of political competition

Eric Langlais et Marie Obidzinski

On the information and communication technologies - productivity nexus: a long-lasting adjustment period

Benjamin David

Merger Control on Two-Sided Markets: Is There Need for an Efficiency Defense?

Edmond Baranes, Thomas Cortade, Andreea Cosnita-Langlais

The Leverage Ratio over the Cycle

M. Brei, L. Gambacorta

Ouvrages



Capital santé: Quand le patient devient client

Philippe Batifoulier

La Découverte

Cahiers libres

ISBN : 978-2-7071-8213-5

194p. (2014)

La maladie n'est plus seulement une épreuve physique et morale, elle est aussi devenue une épreuve financière, largement indexée sur les inégalités sociales. Le système de santé, initialement pensé et construit pour le patient, s'est progressivement et radicalement retourné contre lui, lui dont la santé est devenue une formidable source de profit pour les cliniques privées, les compagnies d'assurance et l'industrie pharmaceutique.

Aux États-Unis, la maladie peut conduire à des situations d'endettement dramatique. En France, on a longtemps cru que le fameux « système-de-santé-que-tout-le-monde-nous-envie » serait épargné. Le patient est pourtant souvent amené à payer des dépassements d'honoraires exorbitants, en ville comme à l'hôpital, ou à affronter des déserts médicaux. Il subit les prix très élevés de l'optique, des soins dentaires ou des prothèses auditives. Plus généralement, il pâtit de la débâcle de l'Assurance maladie, qui ne rembourse qu'environ la moitié des soins courants auxquels est confrontée la grande majorité de la population.

Ainsi la maladie n'est-elle plus seulement une épreuve physique et morale, mais aussi une épreuve financière, largement indexée sur les inégalités sociales. Le patient renonce de plus en plus aux soins, faisant les frais de cette évolution jusque dans son corps. S'il fréquente l'hôpital public, sa souffrance rencontre celle des soignants qui, face à la folie managériale, finissent par s'accuser eux-mêmes de maltraitance involontaire. Le système de soins, initialement pensé et construit pour protéger le patient, s'est donc littéralement retourné contre lui. Le patient se trouve dépossédé de son bien le plus précieux, sa santé, qui devient une formidable source de profit pour les cliniques privées, les compagnies d'assurance et l'industrie pharmaceutique. Il est grand temps de réagir.



L'entreprise, la grande déformation

Olivier Favereau

Parole et silence

Collège des Bernardins, essai

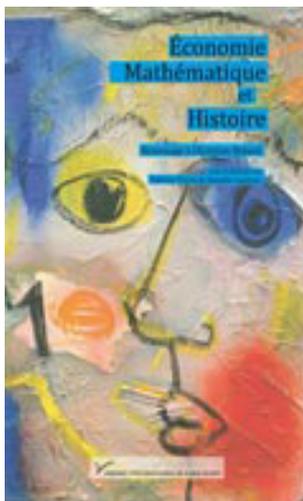
EAN13 : 9782889182947

130p. (2014)

L'entreprise, non seulement en tant que collectivité humaine mais en tant que moteur de nos économies, va mal, très mal même. C'est essentiellement le résultat de la phase de financiarisation débridée que le monde a connue, et connaît encore, depuis le tournant néo-libéral des années 1970-1980. Un postulat s'est alors imposé sans discussion, selon lequel les entreprises seraient la propriété de leurs actionnaires. Pour cette raison, il faudrait que leurs intérêts passent en premier, faisant régresser vers l'arrière-scène, ceux des salariés. Mais cette raison est fausse.

Une équipe de recherche multi-disciplinaire au Collège des Bernardins a entrepris depuis 2009 de démontrer cette erreur, et d'en expliciter toutes les conséquences négatives, voire destructrices, sur le mode de fonctionnement des entreprises. Il est montré à travers un panorama exceptionnellement large que toutes les dimensions de cette institution capitale en sont affectées : des plus humaines aux plus économiques.

En révélant la multiplicité des aspects de cette «grande déformation», l'ouvrage dessine, en filigrane, la carte des voies à emprunter pour inverser la tendance - et fonder l'entreprise du XXIème siècle.



Economie, Mathématique et Histoire. Hommage à Christian Bidard.

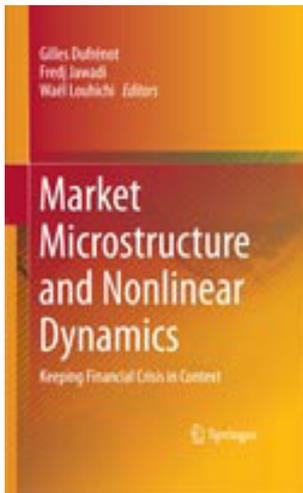
Sous la direction de Fabrice Tricou et Danielle Leeman

Hors-collection, Sciences humaines et sociales

ISBN : 978-2-84016-198-1

326p. (2014)

Christian Bidard est un scientifique de premier plan, spécialiste d'économie politique classique ; il est mondialement reconnu dans ce champ pour ses contributions d'économie mathématique ainsi que pour ses études d'histoire de la pensée économique. Plusieurs économistes néo-ricardiens de renom rendent ici hommage à ses apports théoriques. Au-delà de son strict domaine de prédilection, il est aussi un économiste généraliste et cultivé, connaisseur de la haute tradition de l'économie politique et des développements actuels de la science économique. Des chercheurs de différentes disciplines proposent ici des réflexions de théorie économique générale ou discutent des croisements interdisciplinaires engageant l'économie. Mais l'universitaire Christian Bidard n'a en rien sacrifié à son activité de recherche, ses missions d'enseignant et d'administrateur. Plusieurs collègues de l'université Paris Ouest saluent ici son engagement professionnel et personnel par des réflexions relatives aux notions d'évaluation et de valeur.



Market Microstructure and Nonlinear Dynamics

Dufrenot Gilles, Jawadi Fredj, Louhichi Waël (Eds.)

ISBN : 978-3-319-05211-3

267p. (2014)

This book discusses market microstructure environment within the context of the global financial crisis and investigates the recent econometric tools to improve financial markets dynamics in calm and turbulent times. In the first part, the market microstructure theory is examined and the main microstructure models and hypotheses are discussed. In particular, contributors focus on the main effects of the financial downturn through an examination of market microstructure dynamics, the limitations associated with standard microstructure models and the investigation of ways to improve such models.

Interestingly, promising analyses based on recent high-frequency data and sophisticated models discuss new regulations, and recent developments for financial markets are provided in order to improve the understanding of market microstructure evolution. As for the second part, this book focuses on Nonlinear Dynamics. Through interesting contributions concerning stock markets, exchange rate and bond markets, authors propose several new specifications to improve the modelling of key financial variables such as return, risk premium, risk, etc. Also, this part provides interesting explanations of the effects and the consequences of high-level linkages between financial markets. Finally, while analyzing the effect of the recent global financial crisis and the reaction function of investors, markets and institutions, authors specify the appropriate way to better forecast financial markets dynamics and improve investment and financial decisions. For both parts, well-known experts on market microstructure and nonlinear econometrics contribute to the chapters in the book.

Directrice de publication
Valérie Mignon

Rédacteur en chef
Frédéric Hammerer

Directeur de la rédaction
Jean-Pierre Allegret

Conception / réalisation
Frédéric Lebiet



 EconomiX

EconomiX
Université Paris Oest-Nanterre La Défense
Bâtiment G
200, avenue de la République
92001 Nanterre cedex

Contact : secretariat@economix.fr

<http://economix.fr/>

EconomiX



université
Paris Oest

Nanterre La Défense